



# FACE À L'ESCALADE GUERRIÈRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL, LA COMPLICITÉ DES GRANDES PUISSANCES

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

## Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

## Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux

pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

## Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 30 septembre 2024



**MANIFESTATION CONTRE LE GÉNOCIDE À GAZA ET  
L'AGRESSION DU LIBAN PAR L'ÉTAT D'ISRAËL  
SAMEDI 5 OCTOBRE - 14H30 FÉLIX POULAT (GRENOBLE VH)**



# Brèves



CE BULLETIN EST LE TIEN, N'HESITES PAS À LE DIFFUSER ET À NOUS CONTACTER POUR PROPOSER DES IDÉES

## Grève des salarié.e.s en situation de handicap de l'APBA

Depuis début septembre, les salarié.e.s en situation de handicap de l'Entreprise Adapté de Wittenheim (Alsace) réalisent des grèves de quelques heures par jour contre la perte de 150 - 170 € de leurs revenus. Cette attaque contre leurs salaires résulte du plan « Nouvel horizon 2027 » signé entre la direction de l'association Adapei-Papillons Blancs d'Alsace (APBA) et les élus CFDT, FO et CFE-CGC. Au prétexte d'un déficit à combler, ce plan s'attaque aux primes et aux emplois des 1400 salarié.e.s de l'association. Payés au SMIC, ces salarié.e.s en situation de handicap travaillent pour le constructeur automobile Stellantis. L'association gère notamment les AST, ancien atelier de Peugeot embauchant des personnes en situation de handicap mental, dont le chiffre d'affaire atteignait 22 millions d'euros en 2018. A Wittenheim, site où la mobilisation est la plus forte, les salarié.e.s produisent des canalisations de frein. C'est l'exploitation de leur travail, et de celui de tou.te.s les autres salarié.e.s de Stellantis et de ses sous-traitants, qui a permis au patron Carlos Tavares d'annoncer 18,6 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Largement de quoi maintenir les primes, et même augmenter les salaires et embaucher. La CGT qui a refusé de signer le plan et lutte aux cotés des grévistes a ouvert une caisse de solidarité pour les soutenir.



## Assurance-Maladie : non aux économies sur la santé !

La Caisse National de l'Assurance Maladie (CNAM) vient d'annoncer son projet de fermeture des organismes du Service du contrôle médical et le transfert des activités et des salariés vers les CPAM, chargées des relations de proximité. La CNAM prévoit au total le transfert de 7000 salarié.e.s. Pressentant que cette réorganisation va induire des suppressions d'emploi et réduire encore l'indépendance des personnels face aux prescriptions comptables de la direction, 500 salarié.e.s se sont retrouvés en ligne vendredi 27 septembre pour organiser une première journée de grève le 3 octobre.

## La mobilisation continue à la PJJ

Mobilisés depuis l'été contre la suppression de 500 postes, les personnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse organisent une quatrième journée de grève ce jeudi 3 octobre. L'intersyndicale FSU, CFDT, UNSA, CGT appelle à des rassemblements devant les tribunaux judiciaires pour protester contre le plan social qui visent à effectuer 1,6 à 1,8 millions d'euros d'économies sur les conditions de travail et sur l'accueil des jeunes accompagné.e.s. L'occasion aussi de

revendiquer des embauches à hauteur des besoins mais aussi un élargissement des conditions d'accueil.

## Suppression de l'AME : une démagogie dangereuse

Au rayon des réformes racistes qui visent à faire penser que la précarisation des travailleurs.euses en France viendrait de l'immigration pour mieux cacher la responsabilité du patronat, on trouve la suppression de l'AME, voulue par Retailleau et applaudie par le RN. Or, cette aide ne concerne que les personnes sans-papiers les plus précaires puisque pour la toucher, il faut, entre autres, toucher moins de 10 000 euros par an, allocations comprises. Or, la majorité d'entre elles travaillent. N'importe quel être humain malade doit pouvoir être soigné où qu'il soit sur cette terre.

## Meurtre de Philippine : 104e féminicide depuis le début de l'année.

Le corps sans vie de Philippine a été découvert au bois de Boulogne la semaine dernière. Ce meurtre marque le 104e féminicide de l'année 2024. Le principal suspect est un Marocain déjà condamné pour viol et sous le coup d'une OQTF. Il n'en a pas fallu plus pour que l'extrême droite, de Reconquête au RN, et ses relais médiatiques sautent sur l'affaire pour vomir leur racisme et nous servir leurs propositions anti-immigrés. Par contre, silence radio sur les 103 premiers féminicides de l'année : le plus souvent des femmes tuées par leur compagnon ou ex-compagnon, qui eux ont bien leurs papiers. Ces féminicides sont la forme la plus barbare de l'oppression que subissent les femmes, qui se perpétue dans toutes les couches de la société et particulièrement dans la sphère privée. La lutte contre les violences dont sont victimes les femmes ne se mènera pas à coup de politiques racistes, mais uniquement par notre capacité à réagir et à nous mobiliser collectivement, pour que la peur change de camp et à terme pour renverser tout cet ordre social pourri jusqu'à la moelle.

## Kanaky : le gouvernement met à la poubelle le projet de loi sur le dégel électoral

Une capitulation en rase campagne. Le projet de loi constitutionnelle de dégel du corps électoral, voulu par Macron et qui avait mis le feu aux poudres sur le Caillou, ne sera pas soumis au Congrès a annoncé le Premier ministre. Il a donc de fortes chances de finir dans un tiroir. C'est ce projet qui avait provoqué au printemps dernier un véritable soulèvement populaire puisqu'il avait ouvertement pour but de minoriser la population kanak au sein du corps électoral au profit des « loyalistes », qui soutiennent l'impérialisme français. Dans la foulée, les élections provinciales seront reportées jusque fin 2025. Tout en défendant le droit du peuple kanak à l'autodétermination, il faut se battre pour obtenir la libération immédiate de tous les militants emprisonnés, notamment en métropole, et la fin des poursuites à leur encontre.

**RÉUNION PUBLIQUE JEUNES  
QUE PEUVENT LES MOBILISATIONS  
ÉTUDIANTES, L'EXEMPLE DU BANGLADESH  
10 OCTOBRE 18H ARSH (CAMPUS - ARRET BU)**

**RÉUNION PUBLIQUE NPA  
RÉVOLUTIONNAIRES GRENOBLE  
24 OCTOBRE - 18H SALLE MOYRAND (GRENOBLE)**